

Projet de programme électoral

Où nous sommes aujourd'hui

La structure de la domination dans la société du collectif de l'Occident a fondamentalement changé depuis 2019, le capital financier international s'étant emparé du pouvoir absolu après avoir cannibalisé le capital commercial et industriel. Dans toutes les grandes et importantes entreprises, les trois plus grands soi-disant gestionnaires de fortune, Blackrock, Vanguard et State Street, détiennent déjà au moins une minorité de blocage – et derrière eux, deux douzaines d'autres s'alignent sur eux pour pouvoir en profiter. L'organe de coordination du capital financier international est le World Economic Forum (WEF), dont le figure de proue et mégaphone Klaus Schwab a pu communiquer dans « The Great Reset » comment ce capital financier se représente un avenir idéal dans son intérêt. Il doit tout posséder, les 95 % posséderont rien du tout et leurs serviteurs un petit peu. Celui qui ne possède rien de matériel n'a bien entendu aucun autre droit. Ce n'est pas l'avenir que nous voulons, c'est l'avenir que nous devons éviter.

L'administration américaine ainsi que la Commission européenne et, avec elle, presque tous les gouvernements des États membres sont menés à la baguette par le capital financier international, sachant qu'au Luxembourg, au boulevard J.F. Kennedy au Kirchberg, nous avons une succursale de Blackrock et une autre de State Street. De même que c'était une erreur de ne pas prendre au sérieux les annonces d'un certain Adolf Hitler dans « Mein Kampf », derrière lequel se trouvaient non seulement le capital allemand, mais aussi le capital financier international, de même il est faux aujourd'hui de ne pas prendre au sérieux les annonces faites dans « The Great Reset ».

Nous avons déjà assisté à un démantèlement des droits de l'homme et à une uniformisation de l'opinion publique dans le cadre de la Pandémie du Covid-19, ce qui se poursuit aujourd'hui dans le collectif de l'Occident à propos de la guerre en Ukraine. Si la pandémie a permis de détourner des sommes inimaginables d'argent des contribuables en faveur des actionnaires de Big Pharma, il en va de même aujourd'hui pour les actionnaires du complexe militaro-industriel, et les deux fois, les 1 % qui se trouvent derrière le capital financier international se frottent les

mains. De plus, avec l'inflation déclenchée par les sanctions antirusse et la pauvreté énergétique qui l'accompagne et qui entraînera une désindustrialisation et un chômage généralisés, on assiste à une redistribution accélérée du bas vers le haut.

Où nous voulons aller demain

Il s'agit donc de changer rapidement de cap, non seulement de mettre un terme à ces agissements, mais aussi d'arracher tout pouvoir au capital financier international dans la perspective d'une nouvelle société solidaire à mettre en place, avec une démocratie directe dans la politique et l'économie. Cela implique un mandat impératif, l'obligation pour les mandats de rendre des comptes à intervalles réguliers et sur demande, et la possibilité de les révoquer à tout moment. Ce serait alors un véritable gouvernement populaire !

Cela ne sera probablement pas atteint dès 2023, mais nous pouvons faire les premiers pas dans cette direction avec le référendum d'initiative citoyenne sur un sujet concret, qui n'est pas lié au nombre de signatures à obtenir et à la difficulté bureaucratique de se rendre à la commune. La sous-commission Il doit être possible de signer dans une plateforme comme « mon guichet » et 5.000 signatures doivent suffire. La possibilité d'une proposition de loi avec 12.500 signatures, créée par le nouveau texte constitutionnel que ni nous ni l'électorat en général n'avons approuvé, est en revanche une pure thérapie occupationnelle, comme les pétitions sur Internet, dont on a dit qu'il ne s'agissait pas d'un « concert de souhaits ». Mais nous voulons un concert de vœux de l'électorat qui permette de prendre les rênes du Parlement.

Car on ne peut pas parler de gouvernement populaire (et le terme « démocratie » ne devrait pas signifier autre chose) si les citoyens ne peuvent faire que quelques croix chaque quelques années et qu'ils n'ont ensuite aucune influence sur ce que font les 60 à la rue du Marché-aux-herbes et les 17 (ou combien il y en aura prochaine fois). En 2018, personne n'a voté pour l'abrogation des droits inscrits dans la Convention des droits de l'homme du Conseil de l'Europe, mais c'est ce qui s'est passé avec les mesures Covid-19, comme avec la censure des médias russes ! Nous devrions tous veiller à ce que cela ne se reproduise plus.

Il est essentiel d'éviter de faire passer au niveau international quelque chose qui ne correspond pas aux souhaits de la population luxembourgeoise. Les sanctions antirusse actuelles sont un bon exemple de ce qui ne doit jamais arriver, car elles causent de gros dommages aux habitants d'Europe occidentale. Car l'Europe occidentale est une région sacrément pauvre en matières premières et a donc

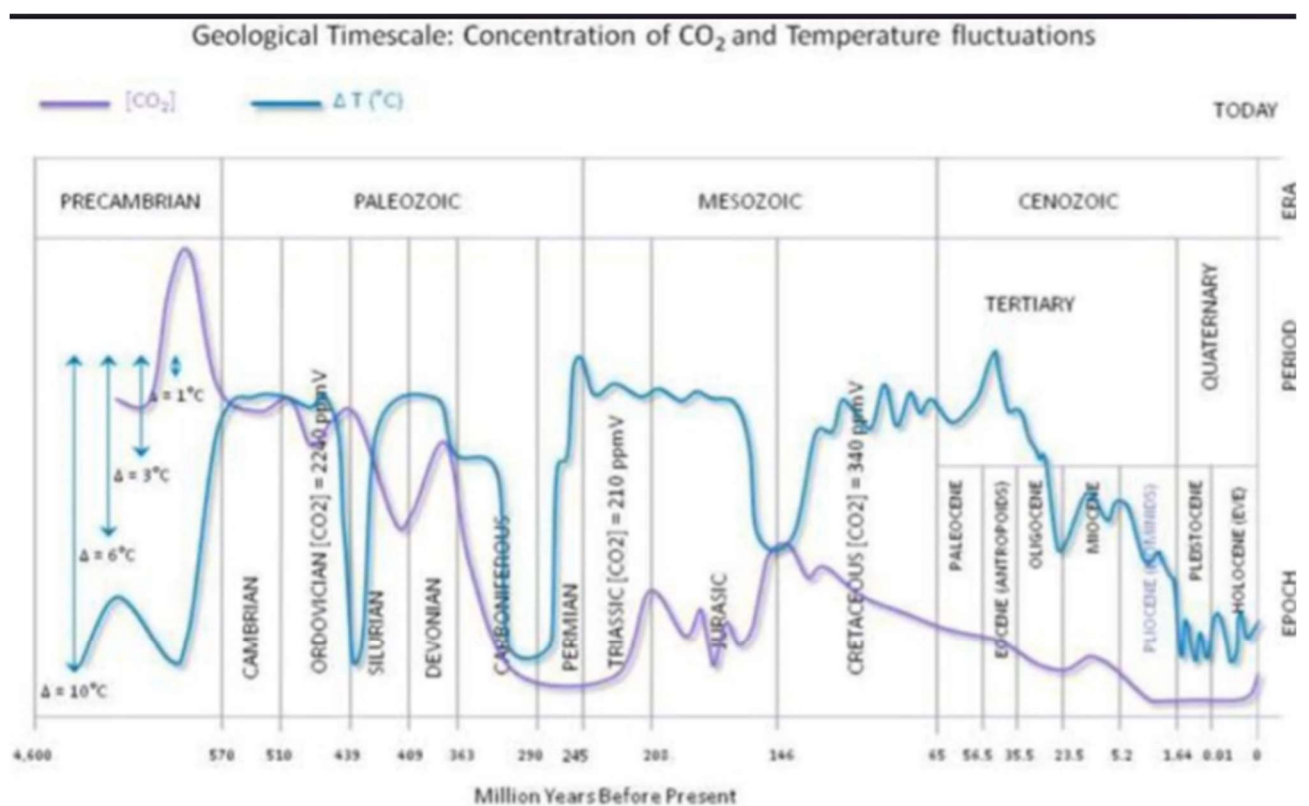
absolument besoin d'un accès aux matières premières russes, et pas seulement en matière d'énergie, pour conserver sa prospérité.

Il faut donc donner un mandat impératif aux représentants des gouvernements afin qu'ils sachent ce qu'ils peuvent approuver au sein de l'UE, de l'Organisation mondiale de la santé, de l'OTAN ou d'autres institutions supranationales. Au sein de l'OTAN, il devra être clair dès le départ qu'il faut voter contre toute décision de réarmement et de guerre, et ce jusqu'au retrait du Luxembourg de cette alliance guerrière. Le soutien au régime fasciste de Kiev ne doit pas être poursuivi sous prétexte que Kiev défend « nos valeurs ». Compte tenu du fait que tous les partis et médias d'opposition sont interdits dans la zone de domination du régime de Kiev, qu'il est interdit de parler russe en public, que la Rada de Kiev vient de négocier une loi interdisant l'Eglise orthodoxe ukrainienne du Patriarcat de Moscou et que des bâtiments d'habitation, des écoles et des cliniques sont bombardés tous les jours depuis 2014 dans le Donbass, que depuis peu, non seulement des opposants disparaissent, sont torturés et assassinés, mais que des prisonniers de guerre disparaissent également, que tous les droits de l'homme sont en somme suspendus et que les Russes sont considérés comme des êtres malfaisants de race inférieure à assassiner, il est ridicule de dire que ce régime défend les mêmes valeurs que l'UE et le Luxembourg.

Si c'était le cas, l'UE ne serait plus seulement une alliance de petits impérialistes qui ont compris que chacun d'entre eux n'était plus assez fort pour forcer un pays, par exemple en Afrique, à se soumettre à eux, et qui essaient donc de le faire ensemble. Si c'est le cas, l'UE n'est plus seulement une construction qui se laisse piloter par le capital financier international dans ses intérêts, comme nous l'avons d'abord vécu avec l'expérience de l'intérêt de Big Pharma dans le cas de la Covid-19 et maintenant de l'intérêt du complexe militaro-industriel dans le cadre de la livraison d'armes et de munitions à Kiev. L'UE est alors elle-même sur la voie du fascisme ouvert, l'extraterritorialité de l'UE n'étant plus à démontrer. La censure antirusse a déjà constitué un premier pas important vers l'abolition des droits de l'homme au libre accès à l'information.

Il est donc déjà trop tard pour « MÉFIEZ-VOUS DES DÉBUTS ». Cette UE, dont la militarisation est inscrite dans le traité de Lisbonne, doit être jetée aux oubliettes de l'histoire avec l'OTAN, afin que la paix, l'entente entre les peuples et la coopération fructueuse avec tous les pays du continent eurasiatique, y compris les Russes et les Chinois, deviennent possibles. Pour les pays européens membres de l'OTAN et de l'UE, la prospérité de leurs peuples en dépend. Il est clair que les sanctions décidées à Washington, Bruxelles, Strasbourg, Paris, Berlin, Luxembourg

et ailleurs, mais certainement pas à Minsk et Moscou, ne mettent pas l'économie russe à genoux, mais désindustrialisent l'Europe occidentale. Il ne faut pas oublier qu'avant l'industrialisation, l'Europe occidentale ne comptait qu'un quart d'habitants par rapport à aujourd'hui, car l'économie ne pouvait pas en nourrir davantage. La politique actuelle de l'UE et de l'OTAN en rapport avec la religion du climat revient donc à un véritable génocide que nous devons arrêter. En outre, celui qui veut revenir au Moyen-Âge n'a pas seulement beaucoup trop de mangeurs en Europe occidentale, il devrait aussi commencer à élever des chevaux en masse !



1- Analysis of the Temperature Oscillations in Geological Eras by Dr. C. R. Scotese © 2002. 2- Ruddiman, W. F. 2001. *Earth's Climate: past and future*. W. H. Freeman & Sons. New York, NY. 3- Mark Pagani et al. *Marked Decline in Atmospheric Carbon Dioxide Concentrations During the Paleocene*. Science; Vol. 309, No. 5734; pp. 600-603. 22 July 2005.
Corrected on 07 July 2008 (CO₂: Ordovician Period).

ÉCHELLE DE TEMPS GÉOLOGIQUE EN MILLIONS D'ANNÉES

Si l'école buissonnière de « Fridays for Future » et les fanatiques des actions avec de la colle de « The last Generation » veulent y aller, nous ne le voulons pas. Le taux de CO₂ de 0,04 % est loin d'être le plus élevé jamais enregistré sur cette planète ou d'être dangereux pour la survie de l'humanité. Le fait est qu'elle a déjà été beaucoup plus élevée dans l'histoire de la planète, que la température moyenne sur cette

planète a déjà été beaucoup plus élevée et qu'une comparaison de la courbe d'évolution de la température avec celle de la valeur de CO₂ montre, et pas seulement au cours des 40 dernières années, qu'il n'y a pas de lien entre les deux courbes. Il y a eu des moments où la température a augmenté et où la proportion de CO₂ dans l'air a diminué, et il y a eu des périodes où la température a diminué et où la proportion de CO₂ dans l'air a augmenté (voir : <https://magma-magazin.su/2023/01/patrick-moore/der-positive-einfluss-der-menschlichen-co2-emissionen-auf-das-fortbestehen-des-lebens-auf-der-erde/>).

Il est clair que cela contredit la sacro-sainte religion climatique actuelle. Le fait qu'il s'agisse d'une religion et non d'une science, et que la question des intérêts sous-jacents s'impose, se traduit par l'interdiction de toute argumentation.

Nous avons déjà vécu cela avec la religion de la Covid-19, mais ici comme ailleurs, la science n'est pas une question de majorité, mais une question de meilleurs ou de moins bons arguments. Par exemple, la théorie « tous les cygnes sont blancs » est réfutée par le premier cygne noir. Au vu des faits présentés dans le tableau ci-dessus (courbe claire : température, courbe sombre : parts de CO₂ dans l'atmosphère), nous ne sommes pas prêts à adhérer à la religion du climat et insistons sur le fait que nous sortons tout juste d'une phase froide. Or, le climat n'a jamais été quelque chose de statique sur cette planète. Il y a toujours eu des changements, et attribuer à l'homme une influence sur ces changements relève de la mégalomanie religieuse. Partout où des personnes sont touchées négativement par ce changement, l'humanité est appelée à apporter une aide solidaire. Pour que nous puissions y parvenir, nous ne devons pas détruire la base de notre prospérité pour la chimère d'une réduction de la teneur en CO₂, sachant que la teneur actuelle en CO₂ est une condition préalable à la croissance prospère de toutes les plantes et, par conséquent, de notre nourriture et de celle des animaux. Sans ces dépenses inutiles, il sera facile de fournir l'aide solidaire nécessaire.

Cela ne fait pas de la protection de la nature une erreur, mais nous devrions y revenir et dire adieu au discours sur la protection du climat. Car nous n'avons aucune influence sur la quantité de chaleur que notre soleil nous envoie, sachant que dans de très nombreuses années, il brûlera tout sur cette planète avant de devenir un soleil noir. D'ici là, nous devons être en mesure d'émigrer vers une autre planète dans un autre système solaire si nous ne voulons pas brûler avec elle. Mais il reste encore beaucoup de temps avant cela et aucun d'entre nous ne sera là pour le voir. Il s'agit néanmoins d'une mission de développement des forces productives et non d'un étouffement inutile.

Il n'est donc pas non plus possible de diaboliser les sources d'énergie actuelles alors qu'il n'existe pas encore de système alternatif viable, même s'il reste tout à fait raisonnable de veiller à ce que l'air respiré dans les villes et les zones industrielles soit plus sain. Mais il n'est pas acceptable de couper le pétrole, le gaz naturel et le charbon tant qu'il n'y a pas de système opérationnel basé sur des sources renouvelables. Celui-ci ne peut pas se composer uniquement d'eau, d'éoliennes et de photovoltaïque, car il manque un moyen de stockage pour les périodes où il n'y a pas assez de soleil ou de vent. L'hydrogène pourrait devenir ce moyen, mais une telle infrastructure n'existe qu'à l'état d'ébauche et est de surcroît freinée si l'on se focalise sur l'hydrogène dit « vert ». Une société qui ne dispose pas d'une quantité suffisante d'énergie disponible à tout moment devient automatiquement une société désindustrialisée qui se rapproche du Moyen-Âge. En effet, l'époque actuelle se distingue avant tout par une énergie bon marché, disponible en grandes quantités et de manière presque illimitée, de l'état de l'époque des carrosses, où la seule énergie réellement disponible en permanence était celle des animaux et des muscles humains. Encore une fois : NOUS NE VOULONS PAS RETOURNER À CETTE ÉPOQUE ! Mais la politique actuelle en matière de climat et de sanctions risque de nous y retourner. Nous devons donc sortir de ce système et de cette politique.

Voilà pour les grands problèmes du moment et les grandes lignes que nous voulons suivre pour changer de direction vers une société solidaire de paix et de prospérité durables dans le monde entier, car nous en sommes sûrs :

« Si les peuples parlent d'abord, ils se mettront vite d'accord ».

Pour la période de transition vers cette société à laquelle nous aspirons, il convient d'esquisser les étapes nécessaires à court terme pour la prochaine législature dans les différents domaines politiques.

L'OTAN doit partir - Sortir de l'OTAN

Étant donné que l'OTAN n'est plus depuis longtemps une alliance de paix, même pas dans son plus petit commencement, mais qu'elle exige de nous des dépenses d'armement toujours plus élevées, le Luxembourg doit déclarer son retrait de cette alliance militaire agressive. Au lieu de dilapider l'argent des contribuables dans l'intérêt des actionnaires du complexe militaro-industriel, un service d'assistance technique doit être créé à la place de la force armée. L'armée luxembourgeoise a tout de même une valeur en cas d'intervention contre des grévistes dans le pays même, ce que nous ne voulons en tout cas pas voir. D'autre part, le Luxembourg ne

peut pas fournir de la chair à canon pour une quelconque intervention en dehors de ses frontières.

Les inondations qui ont suivi les fortes pluies de ces dernières années l'ont clairement démontré, et ce service d'assistance a également un rôle à jouer dans la prévention. Le personnel de l'armée et celui des camps militaires et de réparation de l'OTAN peuvent y être intégrés. Un service d'assistance technique est également un soutien précieux pour les sapeurs-pompiers en cas d'incendie majeur.

Un petit pays comme le Luxembourg ne devrait pas être le toutou d'une alliance militaire, mais devrait s'engager pour le maintien de la paix par la diplomatie et pouvoir se proposer comme lieu de négociation neutre en cas de litige entre États.

Éducation

Les enfants ont une curiosité naturelle que l'on réussit à leur faire perdre à l'école. Cela peut faire d'eux des rouages fonctionnels dans l'intérêt du capital financier international, mais pas des personnes heureuses qui peuvent vivre librement et de manière autonome. Au lieu de se voir confirmer à chaque fois par des études que l'école luxembourgeoise renforce la division sociale entre le haut et le bas, il s'agit de changer cela avec les moyens nécessaires. Les moyens actuels ne suffisent définitivement pas, et ce à tous les niveaux, alors que la thématique du système et le contenu du programme doivent être fondamentalement modifiés. Ce qui est enseigné en histoire et en économie dans notre pays est totalement absurde : La propagande remplace la connaissance de la réalité !

Il ne sert à rien d'entreprendre une réforme telle que le passage de l'école primaire à l'école élémentaire avec de bonnes intentions si toutes ces bonnes intentions ne peuvent pas être concrétisées, même de loin, par manque de moyens et de personnel. Il faut en finir avec les mesures d'économie par le biais du contingentement et l'école ne doit plus, comme il y a 50 ans, ne réussir que si les parents interviennent comme enseignants de soutien.

Le secteur de la santé : Mieux vaut prévenir que guérir

Dans le domaine de la santé, il est nécessaire de passer d'une lutte chimique contre les symptômes après l'apparition d'une maladie à un renforcement préventif du

système immunitaire. La médecine actuelle fait comme si ce dernier n'existait pas et propage l'illusion que le même remède pour le même symptôme est efficace pour chaque personne. Or, tous les systèmes immunitaires ne sont pas identiques et, par conséquent, tous les individus ne réagissent pas de la même manière à la même chose.

La médecine personnalisée n'est cependant pas accessible par le biais d'ordinateurs ou d'IA (intelligence artificielle), et encore moins par des instructions du Collège Médical ou de la Direction de la Santé. Elle ne peut fonctionner que par le biais d'un dialogue entre le patient et le médecin, et ce dialogue ne doit pas conduire le médecin à vérifier ce que l'autorité prescrit comme remède à un symptôme donné. Car il faut examiner comment un problème est apparu pour le résoudre. Par conséquent, il ne doit pas y avoir de prescriptions de qui que ce soit.

Il faut donc empêcher l'industrie pharmaceutique de faire venir des médecins avec des « conseillers » qui leur promettent des avantages s'ils prescrivent certains médicaments en conséquence. Aucune personne ayant accepté des avantages de l'industrie pharmaceutique ne doit siéger dans tous les organismes. Toutes les personnes sanctionnées pour ne pas avoir respecté les directives de la Covid-19 de la direction de la santé doivent être réhabilitées, tandis que les auteurs de ces directives doivent être écartés de tous les comités.

L'entretien du médecin avec le patient doit redevenir l'élément central de la formation du médecin. Comme c'est de moins en moins le cas au niveau international, il faut d'autant plus veiller à une formation nationale complète de médecin. Il faut mettre l'accent sur des méthodes alternatives à l'administration de préparations chimiques. Le « primum non nocere » (en premier, ne pas nuire) du serment d'Hypocrate doit avoir la priorité absolue.

La clinique de Wiltz, y compris la maternité, doit être reconstruite en tant que clinique à part entière dans le nord du pays. En principe, les soins médicaux doivent être identiques dans tout le pays. Il doit également être possible d'accoucher à domicile ou dans des structures gérées par des sages-femmes.

Etant donné que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a été transformée par les néolibéraux en dépendance de l'industrie pharmaceutique (80 % de son financement provient directement ou indirectement de ce secteur) et qu'il n'y a aucune possibilité pour le Luxembourg d'obtenir un retour en arrière, la seule solution pour conserver sa souveraineté en matière de santé est de quitter l'organisation. Ceci est particulièrement vrai au vu des tentatives de faire de l'OMS un organe qui ne doit pas seulement émettre des recommandations comme jusqu'à présent, mais des prescriptions à respecter obligatoirement, qui, conformément aux

financiers, servent logiquement leurs intérêts de profit et n'ont pas pour objectif la santé des hommes.

Il est clair qu'aucune organisation internationale dans le domaine de la santé et aucun de ses membres ne peut bénéficier d'une immunité pour les éventuelles conséquences négatives de ses activités. Cela vaut aussi bien pour l'OMS que pour la Fondation Bill et Melinda Gates ou l'Alliance pour la vaccination qu'elle a mise en place.

Le travail, l'économie et le social

Actuellement, le plus grand danger pour l'économie luxembourgeoise et européenne vient des sanctions antirusse. Le renchérissement extrême et la raréfaction de l'énergie qui en résultent menacent de désindustrialiser l'Europe occidentale, d'entraîner un chômage de masse et de faire disparaître notre prospérité.

Il est donc prioritaire de mettre fin à ces sanctions qui nous nuisent à nous, mais pas à la Russie, et de rétablir des relations amicales normales avec la Biélorussie et la Fédération de Russie. Pour cela, nous devons cesser d'être un État vassal des États-Unis avec une souveraineté limitée.

Le secteur économique doit être démocratisé et le travail socialement nécessaire doit être réparti équitablement entre tous, afin que personne ne reste sur le carreau et ne puisse gagner sa vie. Il faut réorganiser l'économie de manière à ce qu'elle satisfasse les besoins des gens, ce qui n'est malheureusement pas souvent le cas avec la gestion actuelle de l'activité économique par les seules attentes de profit, car seule la demande financière est satisfaite de cette manière.

Des structures telles que l'Union européenne actuelle ou le Forum économique mondial, qui servent à garantir le pouvoir absolu du capital financier international sur l'économie et la politique, doivent donc être rejetées. La participation au Forum économique mondial doit être strictement interdite aux Luxembourgeois, car elle doit être considérée comme une association criminelle contre le commun des mortels. Au sein de l'UE, le Luxembourg doit s'efforcer de conclure des alliances avec d'autres États afin de réduire l'influence du capital financier international, après quoi il n'est malheureusement pas possible de quitter l'UE en tant que petit pays enclavé qui serait facilement asphyxié en cas de sortie.

L'environnement et l'agriculture

En principe, il faut retenir que seule l'agriculture biologique est durable, car elle est la seule à construire de l'humus, alors que l'utilisation d'engrais chimiques et de pesticides, qui sont en fait des neurotoxiques, détruit l'humus. La politique agricole doit donc viser à assurer la conversion à ce mode de production durable.

Les connaissances qui existent également au ministère de l'Agriculture, mais qui ne sont pas appliquées parce que cela va à l'encontre de certains intérêts de l'industrie des fournisseurs, doivent être mises en œuvre. Il faut notamment savoir que les vaches n'ont pas besoin de fourrages concentrés comme le maïs et le soja, car elles sont physiologiquement conçues pour valoriser les herbages. Avec le trèfle (également appelé luzerne), elles restent en bien meilleure santé, au grand dam de l'industrie pharmaceutique et des vétérinaires trop entreprenants. Nous devons également nous défaire de toute illusion selon laquelle les prairies peuvent être transformées en champs et les champs peuvent être utilisés pour la culture de légumes. Il s'agit de types de sols différents, c'est pourquoi il est juste que chaque pays cultive ce qui pousse le mieux sur les sols dont il dispose. Nous ne pourrions donc pas éviter d'exporter de l'un et d'importer de l'autre.

Le logement est un droit humain

Au cours des dernières décennies, le problème principal au Luxembourg a été le nombre insuffisant de travailleurs dans le secteur de la construction pour achever assez de logements par an pour répondre à la demande. En effet, avec la croissance exponentielle du nombre d'emplois, l'augmentation constante du nombre de frontaliers et les problèmes de circulation qui en découlent, la demande de logements a augmenté d'année en année.

Cela a permis d'augmenter les profits de tous les participants, dont la plupart sont étroitement liés aux dirigeants politiques nationaux et locaux, tandis que ceux qui cherchaient à acheter ou à louer un logement en payaient le prix. Alors que le logement social est tombé dans l'oubli, le logement dit « abordable » a remplacé le logement subventionné, ce dernier permettant encore de se constituer un patrimoine, mais pas le logement dit « intermédiaire » avec le bail emphytéotique sur le terrain et le droit de préemption pour les maîtres d'ouvrage publics ou les communes. Dans ce cas, les locataires sont littéralement les derniers à être mordus par les chiens.

Pourtant, le Luxembourg aurait une bonne loi sur les loyers sociaux, même si elle est déjà assez ancienne, mais il y a beaucoup trop peu de logements sociaux locatifs, où le loyer dépend du revenu et est justement bas quand il est bas.

Les sanctions antirusses imposées à l'UE par les Etats-Unis n'ont pas seulement entraîné des problèmes énergétiques et de l'inflation, mais aussi une hausse des taux d'intérêt. Pour les crédits hypothécaires qui n'ont pas été conclus à un taux fixe, l'augmentation est aujourd'hui de 1,5 %. Pour un montant de crédit en cours de 500.000 € - et quel acheteur de logement a moins, pour l'achat d'une maison c'est certainement encore plus - cela représente 7.500 € de plus à supporter par an en plus des intérêts actuels et du remboursement convenu du capital emprunté. Ces 625 € de plus par mois vont déstabiliser plus d'un ménage, et encore plus ceux qui ont plus d'un demi-million d'euros à rembourser.

Parallèlement, la hausse des taux d'intérêt, qui n'a pas encore atteint son niveau maximal, aura pour conséquence que de plus en plus de ménages n'obtiendront pas de crédit. L'année dernière déjà, cela est devenu plus difficile, car une part toujours plus importante de l'apport personnel est devenue une condition préalable à l'octroi d'un crédit. Alors qu'il n'y a pas si longtemps, un financement de 110 % couvrait même les frais de notaire, un demandeur de crédit doit aujourd'hui être très heureux si une banque est prête à accorder plus de deux tiers à crédit.

Cela a déjà considérablement ralenti la construction de nouveaux logements, car un promoteur immobilier ne fait construire que lorsqu'il a vendu au moins la moitié des logements d'un projet. D'un seul coup, nous avons suffisamment de travailleurs dans le secteur de la construction, mais c'est justement maintenant qu'il serait d'autant plus nécessaire que l'État et les communes construisent des logements locatifs sociaux.

Mais rien de tout cela n'est en vue, il n'y a même pas de débat à ce sujet, mais une nouvelle loi sur les loyers qui risque de renchérir considérablement les loyers dans l'ancien. En effet, au lieu de limiter le loyer annuel à 5 % du capital effectivement investi, le projet de loi présenté, qui a été approuvé à l'unanimité par le Conseil d'État, prévoit certes une réduction à 3,5 %, mais de la valeur du marché. S'il est adopté cet été, avant la fin de la législature, il entraînera à coup sûr une hausse des loyers dans l'ancien, même s'il peut conduire à une baisse des prix plus tard, après l'effondrement du marché immobilier.

Ainsi, ceux qui n'obtiennent plus de crédit passent de la pluie au beau temps. En effet, ils seront obligés de louer et, si les loyers augmentent, ils devront payer des intérêts. Ils n'auront jamais l'occasion d'épargner ce qui est exigé aujourd'hui pour être digne d'un crédit.

Et ces derniers sont assez rapidement menacés par la concurrence de ceux qui, face à l'augmentation des remboursements mensuels, se retrouvent en défaut de paiement. Ils devront quitter ce qu'ils pensaient être leur propriété, et la banque tentera de le monnayer.

De même, aux Etats-Unis, la crise des « subprimes » de 2007/8 a entraîné une énorme crise immobilière avec une forte chute des prix, laissant de nombreuses victimes sur le carreau. Aujourd'hui encore, 10 % de la population américaine « vit » dans une caravane ou un camping-car, tandis que 3 % est sans abri. Devons-nous en tenir compte ?

Probablement, si l'UE ne se montre pas raisonnable de manière inattendue, si les Etats-Unis et l'OTAN ne sont pas mis à l'écart de l'Europe, afin de pouvoir mettre fin aux sanctions antirusse et rétablir des relations amicales avec la Fédération de Russie avec un nouveau personnel politique à leur tête. Mais il n'y a pas l'ombre d'un début de solution, et de plus, la politique actuelle ne souhaite pas la reprise des livraisons de charbon, de gaz et de pétrole russe, car cela irait à l'encontre de la doctrine d'abandon des sources d'énergie fossiles.

C'est pourquoi nous risquons de tomber dans une désindustrialisation massive, le Luxembourg ayant alors l'avantage de pouvoir exporter ses chômeurs. Mais l'attractivité du pays disparaîtra, la croissance démographique s'inversera et la pression sur le marché du logement disparaîtra avec la suppression des embouteillages sur les routes. Mais nous aurons alors de tout autres problèmes !

Assez d'énergie bon marché pour tout / tous

Ce qui distingue la société actuelle du Moyen-Âge, ce sont deux choses : premièrement, le nombre de chevaux de travail et de selle disponibles, deuxièmement, une énergie bon marché disponible à tout moment pour tous et pour tout. Ceux qui remettent en question la disponibilité de l'énergie pour des raisons politiques, comme les sanctions antirusse, ou pour des raisons pseudo-religieuses de protection du climat, devraient donc élever le plus rapidement possible un grand nombre de chevaux.

Si l'on ne souhaite pas revenir au mode de vie médiéval, il faut veiller à ce que l'énergie soit disponible 24 heures sur 24. Jusqu'en mars 2022, cela était merveilleusement réglé et assuré par l'électricité, le gaz, le charbon, le pétrole et le bois dans un système coordonné, y compris le maintien de réserves. Avec les

sanctions antirusse et l'accélération de l'abandon des sources d'énergie fossiles, le système est ébranlé.

L'électricité solaire et éolienne est une source d'énergie volatile qui n'est pas disponible 24 heures sur 24 tous les jours de l'année. En théorie, il est envisageable d'utiliser de l'hydrogène pour stabiliser le système. Cet hydrogène peut être stocké et utilisé dans des processus industriels qui utilisaient jusqu'à présent du gaz, du charbon ou du pétrole. Mais il faut encore mettre en place l'infrastructure nécessaire, y compris pour l'importation. Car il est illusoire de penser qu'une société industrielle sous nos latitudes puisse être alimentée en énergie uniquement par de l'électricité solaire et éolienne produite localement.

Mais il est plus que stupide d'abandonner les sources d'énergie fossiles avant qu'un système alternatif ne soit en place. C'est d'autant plus insensé que l'urgence de réduire les émissions de CO₂ n'existe pas, comme expliqué précédemment. Il est donc impératif de continuer à sécuriser l'approvisionnement en pétrole, en gaz naturel, en charbon et en bois, avec une sortie immédiate des sanctions antirusse, la remise en service immédiate du tronçon non dynamité de Nord Stream, du Yamal Pipeline et la réparation des trois tronçons détruits. Le gaz naturel liquéfié (GNL), super-polluant et plus cher, doit être rejeté, d'autant plus que des substances toxiques sont rejetées dans l'environnement lors du processus de recyclage à l'état gazeux.

Si ce n'est pas le cas et que les prix plafonnés, actuellement donnés comme friandise électorale par le gouvernement luxembourgeois, sont supprimés le 1er janvier 2024, ce sera une catastrophe pour les ménages et les entreprises. En effet, le gouvernement a reconnu que le budget de l'État payait actuellement la moitié des coûts du gaz aux fournisseurs. Cela signifie, en cas de maintien des sanctions antirusse, un doublement des coûts pour les consommateurs après 2023. Cela devrait être une raison suffisante pour ne voter pour aucun des membres actuels de la Chambre.

Démocratie et Justice

Il faut retenir que dans le système actuel du parlementarisme bourgeois, l'électorat n'a aucune influence après les élections sur ce qui se passe avec le résultat lors de la formation du gouvernement et sur les décisions qui sont prises ensuite au parlement. Les possibilités théoriques d'influence de l'électorat inscrites dans la nouvelle constitution n'en sont pas dans la pratique, car elles permettent certes de

présenter des souhaits, mais laissent les députés libres de les mettre en œuvre ou non. Il ne s'agit donc que d'une influence apparente et donc tout au plus d'une thérapie occupationnelle.

C'est ce que nous voulons changer. Tout d'abord en introduisant le référendum à l'initiative de l'électorat. Il doit être possible de le faire sur Internet sans devoir se rendre personnellement au bureau communal. 5.000 signatures d'électeurs doivent suffire et si la proposition de loi n'est pas acceptée par le Parlement, un référendum doit être organisé, dont le résultat sera déterminant si la moitié de la population y participe.

L'objectif final est d'introduire la démocratie directe dans la politique et l'économie, ce qui est devenu techniquement possible grâce à l'informatique. La démocratie directe ne doit pas se limiter à la politique, car dans toute société, c'est l'économie qui détermine ce qui est possible. Il faut éliminer le pouvoir du capital financier international sur l'économie.

Il est clair qu'un État de contrôle est le contraire de la démocratie, c'est-à-dire de la domination du peuple. Nous avons déjà fait de grands pas sur la voie de l'État de contrôle avec l'enregistrement au mètre carré près de l'endroit où se trouve un smartphone et avec les compteurs intelligents qui peuvent être utilisés pour établir des protocoles de mouvement et de présence. Il faut faire marche arrière.

L'argent liquide doit absolument être maintenu, car c'est le seul moyen de payer de manière anonyme sans savoir où l'on se trouvait à un moment donné. La démocratie n'a plus lieu d'être avec un citoyen transparent, la démocratie présuppose des rapports transparents en politique et en économie. Il faut les créer ! Il faut également mettre fin à la situation de verre dans le domaine de la justice.

Il faut également apporter de la transparence dans le domaine de la justice. Il faut mettre fin au fait que le ministère de la Justice puisse demander au Parquet de poursuivre n'importe qui ou de faire appel d'un jugement.

Mobilité pour tous

Pour des raisons idéologiques, le transport de marchandises a été transféré du rail et des voies navigables vers la route, où les transporteurs ne paient pas l'infrastructure, contrairement au rail et aux voies navigables, où les sociétés (re-)étatisées ont été repoussées. C'est un non-sens économique et il faut revenir en arrière. Même s'il est important d'avoir des transports publics qui fonctionnent bien, il est tout aussi important pour une société libre d'avoir des moyens de transport

privés. Cela ne peut pas se limiter à la bicyclette, mais doit aussi inclure des voitures adaptées aux longs trajets, ce qui exclut une limitation obligatoire aux véhicules électriques à batterie.

Actuellement, les transports en commun présentent de nombreuses lacunes. Cela va des trains et des bus surchargés aux mauvaises correspondances en passant par une fin de service trop tôt. Il n'est pas possible qu'à partir d'une certaine heure, il soit encore possible d'aller d'une gare à l'autre en train, mais qu'il ne soit plus possible de se rendre dans les villages voisins.

Pour résoudre le problème des déplacements domicile-travail à un coût raisonnable, il faut décentraliser les emplois dans le pays. Il n'est pas possible que 48 % des emplois se trouvent dans la commune de Luxembourg, 27 % dans les communes limitrophes et seulement 25 % dans le reste du pays. Car si cela reste ainsi et que tout le monde doit se rendre dans la région centrale pour travailler, le problème de la circulation ne pourra pas être résolu financièrement, même avec une partie de télétravail. Il y aura toujours des embouteillages sur les routes et trop peu de place dans les trains et les bus, même un monorail ne serait qu'un soulagement temporaire si le nombre d'emplois continue à augmenter

Fin